

DELEGATION INTERREGIONALE GRAND-NORD
DEPARTEMENT IMMOBILIER

RESTRUCTURATION PARTIELLE DE L'ANNEXE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LILLE HALLE AUX SUCRES

PROGRAMME GENERAL

Halle aux sucres

Sommaire

1	PRESENTATION GENERALE	3
1.1	Présentation de l'opération	3
1.2	Exigences / Objectifs	4
2	SITE ET EXPRESSION DE BESOIN	5
2.1	site	5
2.1	Expression de besoin	5
3	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	8
4	BUDGET DE L'OPERATION	9
5	PLANNING PREVISIONNEL	9
6	ANNEXES	9

1 Présentation générale

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le Tribunal Judiciaire de Lille actuellement implanté sur 2 sites situés Avenue du Peuple Belge, (Palais de Justice historique et Halle aux Sucres) déménagera partiellement dans un immeuble neuf situé rue des Bateliers en début d'année 2027.

A l'issue de ce déménagement, la juridiction Lilloise restera implantée sur 2 sites :

le nouveau palais de Justice et la Halle aux sucres qui continuera d'accueillir des services civils du Tribunal Judiciaire ainsi que le Conseil de Prud'hommes, occupant déjà des espaces au 2ème étage cet immeuble..

En matière civile, Le tribunal judiciaire intervient dans des domaines très variés. Il a également compétence en matière de saisies et de voies d'exécution, de pensions, de nationalités, en matières électorales ainsi que dans tous les petits litiges.

Relèvent aussi de sa compétence, les procédures de tutelle et celles relatives au surendettement des ménages.

En matière pénale, sous l'appellation de tribunal de police, il statue sur les contraventions.

Les missions du juge en matière civile

Le Tribunal judiciaire en matière civile statue à juge unique, l'assistance de l'avocat n'est pas obligatoire. La procédure peut comporter une phase de conciliation préalable. Si la conciliation aboutit, on en fait le constat ; en cas d'échec, une phase de jugement a lieu en fonction de la nature de l'affaire, en audience publique ou en audience de cabinet.

Les procédures de tutelle, auditions et jugements se déroulent soit dans le cabinet du juge, soit en chambre du conseil, c'est-à-dire sans publicité.

En matière pénale, la procédure est soit intégralement écrite et simplifiée pour les petites contraventions, soit traitée en audience publique. En principe, les personnes ne comparaissent pas détenues dans le cadre des procédures pénales.

Les missions du greffe

Outre les missions traditionnelles de tout greffe (constitution des dossiers, assistance aux audiences, dactylographie des jugements, notifications etc...), le greffe du tribunal remplit des tâches administratives particulières: établissement des actes de notoriété, des certificats de nationalité, apposition de scellés, procurations de vote, Pacs, procédures liées au surendettement, saisie-arrêt sur salaire, etc...

Toutes ces missions conduisent les services du greffe à accueillir et renseigner un large et nombreux public.

Le tribunal judiciaire en matière civile comprend d'une part, les espaces d'audience et leurs annexes, d'autre part, une entité qui regroupe les bureaux des juges, les bureaux des greffes spécialisés et les bureaux du greffe général.

Les différents bureaux sont regroupés selon les affaires qu'ils traitent, tutelles, contraventions, saisie-arrêt

Le conseil de prud'hommes est la juridiction civile compétente pour concilier, ou, à défaut, juger les litiges individuels qui peuvent s'élever à l'occasion d'un contrat de travail de droit privé.

Le conseil de prud'hommes est en outre compétent pour recevoir le règlement intérieur et les accords d'entreprises.

La singularité du conseil de prud'hommes tient à sa composition paritaire puisqu'il est composé de juges non professionnels appelés conseillers prud'homaux représentant les salariés et les employeurs nommés pour un mandat de 4 ans.

Le conseil de prud'hommes est présidé alternativement chaque année tantôt par un conseiller salarié, tantôt par un conseiller employeur.

Les parties peuvent se défendre elles-mêmes à l'audience, se faire assister ou se faire représenter par :

Un avocat

Un salarié ou un employeur appartenant à la même branche d'activité

Un défenseur syndical
Leur conjoint, partenaire de PACS ou concubin.

L'employeur peut également se faire assister ou représenter par un membre de l'entreprise ou de l'établissement fondé de pouvoir ou habilité à cet effet.

La procédure prud'homale prévoit, dans un premier temps, une phase de conciliation et, dans un deuxième temps, si les parties ne sont pas parvenues à se concilier, une phase de jugement.

Chacune des sections comprend ainsi :

Un bureau de conciliation et d'orientation (BCO) : c'est la première étape, en principe obligatoire. Les parties sont entendues pour trouver une solution au litige par la conciliation. Les séances du bureau de conciliation ont lieu au moins une fois par semaine et ne sont pas publiques

Un bureau de jugement. Il statue définitivement sur le fond de l'affaire lorsque la tentative de conciliation n'a pas abouti ou n'a que partiellement abouti.

La décision est prise à la majorité absolue des voix des conseillers prud'hommes. En cas de partage des voix, l'affaire est réexaminée à une date ultérieure, en audience de départage, présidée par un juge du tribunal judiciaire

Le conseil de Prud'hommes comprend d'une part, les espaces d'audience et leurs annexes, d'autre part, une entité qui regroupe les bureaux du greffe des Prud'hommes, des espaces de travail pour les Conseillers et un bureau pour le Président du Conseil

1.2 EXIGENCES / OBJECTIFS

Suite aux Etats généraux de la Justice et les augmentations régulières des effectifs du Tribunal Judiciaire de Lille annoncées, le nouveau palais de Justice en cours d'achèvement, sera trop petit pour accueillir la totalité des activités judiciaires et Prud'homales de la ville

Aussi, la Chancellerie a-t-elle décidé de conserver le site dit de la Halle aux sucres, qu'elle occupe déjà actuellement en vue de fonctionner dès 2027 sur deux sites distants de quelques centaines de mètres.

Le Conseil de Prud'hommes est actuellement logé au R+2 de cet immeuble (1 775 m² environ), étage propriété du Ministère de la Justice qu'il partage avec d'autres activités civiles du Tribunal judiciaire.

La quasi-totalité du R+1 (1510 m² SUB environ) de cet immeuble est louée par la juridiction à la ville de Lille, propriétaire, pour y accueillir des services civils du Tribunal Judiciaire.

Un espace d'archivage au RdC d'environ 138 m² est également propriété de l'Etat.

Les autres espaces du Rdc, et des combles sont occupés par un commissariat de Police, d'autres services de la ville ainsi que des espaces dédiées aux activités culturelles et sportives associatives.

Dans le contexte du futur déménagement des services dans le nouveau palais de Justice rue de Bateliers, début 2027, libérant ainsi l'immeuble de grande hauteur de l'avenue du Peuple Belge, des services civils supplémentaires rejoindront l'immeuble de la halle aux Sucres. Une densification des espaces déjà occupés (R+1 et R+2) est donc recherchée.

Un travail d'identification et de positionnement des effectifs a été élaboré en concertation avec la juridiction et a conduit à identifier des zones de bureaux et d'audiences existantes à restructurer.

Les plans de zoning sont joints en annexe à ce programme.

Dans ce contexte, il est d'ores et déjà précisé que les futurs travaux de restructuration devront se réaliser en site occupé.

2 Site et expression de besoin

2.1 SITE

Le site :

Le site de la Halle aux Sucres situé au 33 Avenue du peuple Belge à Lille, héberge plusieurs activités et entités. C'est majoritairement une propriété de la Ville de Lille.

C'est un ERP de 2^{ème} catégorie de type W, L, X avec un effectif déclaré de 793 personnes.

Il bénéficie depuis le 20 juin 2025 d'un avis favorable à l'exploitation.

Les activités hébergées sont : salle de danse, salle de bridge, Tribunal Judiciaire et Conseil de Prud'hommes, stockage archéologique, police nationale et Poste.

L'établissement a bénéficié de travaux pour lever l'avis défavorable qui pesait sur lui depuis plusieurs années.

Un responsable unique de sécurité (RUS) a été désigné en 2022.

L'établissement se compose de 5 niveaux (R+3 /Rdc dont un entresol)

Il est desservi par 2 voies échelles.

Il dispose de deux façades accessibles aux services de secours.

2.1 EXPRESSION DE BESOIN

Expression de besoin :

La Juridiction, les services de la chancellerie, du Service Immobilier Ministériel et du département Immobilier de la DIRSG-GN ont travaillé de concert pour proposer une restructuration et une répartition des effectifs par services dans le bâtiment selon les chiffres suivants :

Le nombre de personnes supplémentaires à reloger sur les 2 niveaux de la HAS est de 53 personnes, précisé comme suit :

Pôle Social : 15 (5 magistrats, 2 attachés, 8 agents).

Pôle Civil Général : 38 (14 magistrats, 6 attachés, 18 agents du greffe)

A l'issue de cette opération, le nombre de personnes physiquement présentes sur site sera de 114.

Le site actuel offre actuellement une capacité totale de 66 postes de travail.

Ce programme **prévoit de porter cette capacité à 118 postes de travail**

En termes de Salle d'Audiences, la situation existante est la suivante

SA1 de 137 m². jauge de 127 places.

SA2 de 73 m². jauge de 59 places.

SA1 CPH de 125 m²

SA2 CPH de 43 m² vétuste et peu utilisée à transformer en bureaux.

Le besoin supplémentaire est le suivant : 1 SA de 120 m² pouvant accueillir 100 personnes minimum.

Note sur les SA :

- La mutualisation de l'ensemble des salles d'audience du site est prévue.
- La SA2 du CPH devrait être transformée en espace de bureaux pouvant accueillir 5 personnes.
- Une nouvelle SA est à réaménager, localisation envisagée au R+1 (zone régie, nationalité).

En termes de bureaux individuels et collectifs, le besoin est le suivant :

Le besoin en bureaux individuels à retrouver, dans la mesure du possible, est de 12 bureaux

- Président CPH
- 4 Vice-Présidents (JCP, 3 coordonnateurs Pôle Social, Pôle Civil et JEX)
- 7 Directeurs de greffe et chef de service (Pôle Social, 2 Pôle Civil, 2 Tutelle, JCP, CPH)

Des espaces de bureaux actuellement occupés par des services devraient être libérés lors de la livraison du Nouveau palais de Justice permettant ainsi de disposer d'espaces tampons pour reloger des services durant les travaux à réaliser sur site.

Dès début 2027, les espaces libérés seraient :

Au R+1 :

- Régie (local. 1.06) de 38 m² + Accueil et box
- Tribunal de police (locaux 1.24, 1.25 et 1.38)
- Salle de Formation

Au R+2 :

- Bureau Saisie – Rémunération (local 2.71 de 4 PT)
- 3 locaux syndicaux

Les locaux suivants sont prévus d'être conservés au R+1 : salle de réunion, espace cafétéria de 47 m² et les 6 bureaux auditions (SAC).

En synthèse, les services à réinstaller sont les suivants :

- JCP - 25 personnes : 10 magistrats, 10 fonctionnaires, 1 chef de service + 4 personnes (2 bureaux individuels minimum à prévoir)
- Tutelles - 16 personnes : 16 fonctionnaires (2 bureaux individuels minimum à prévoir)
- JEX- 5 personnes : 2 magistrats, 2 agents, 1 directeur (1 bureau individuel minimum à prévoir)
- CPH- 11 personnes (2 bureaux individuels minimum à prévoir)
- Pôle Civil- 37 personnes : 14 magistrats, 6 attachés, 17 agents (3 bureaux individuels minimum à prévoir)
- Pôle Social - 15 personnes : 5 magistrats, 2 attachés, 8 agents (2 bureaux individuels minimum à prévoir)

Implantation du CPH au niveau R+2

- 7 bureaux actuels ne nécessitant pas de travaux (n°2.22, 2.23, 2.24, 2.25, 2.26, 2.27 et 2.28)
- Transformation de la salle d'audience (n°2.44 de 43 m²) en bureau open space pour 5 personnes.
- Transformation des 2 salles de délibérés (n°2.42 de 42 m² et n°2.43 de 40 m²) en 4 salles de délibérés de 20 m² chacune. Aménagements des espaces à prévoir avec conservation des rampes existantes, pose de cloisons vitrées ou semi-vitrées, gaine de désenfumage existante à préserver.

Effectif de 10 personnes, déjà en place sur site.

Nombre de PT = 12

Travaux à prévoir de démolition, cloisonnement, réaménagement.

Implantation d'un photocopieur à retrouver. A positionner.

Implantation du JCP au niveau R+1 (Aile Sud + 1 bureau)

Effectif de 21 personnes (11 fonctionnaires et 10 magistrats) déjà en place sur site.

Nombre de PT (localisés sur plan) = 21

Demande de 2 bureaux individuels.

Pas de travaux ou petits travaux d'aménagements.

Distribution électrique à compléter si besoin.

Implantation du service des Tutelles au niveau R+2

Effectif de 16 personnes déjà en place sur site

(12 personnes en partie centrale et 4 personnes dans l'aile Sud).

Nombre de PT (localisés sur plan) = 16.

Archives tutelles en place.

Nombre de bureau individuel : 1 seul.
Pas de travaux à prévoir.

Implantation du Pôle Social au niveau R+2 (Aile Nord + Partie Centrale)

Service à installer : Effectif de 15 personnes actuellement aux 2^e et 3^e étages de l'ancien palais.
Installation du greffe du PS (10 personnes : 9 agents + 1 vacant) dans l'Aile Nord
Travaux d'aménagement à prévoir et contrainte d'accès chariot dossiers à prendre en compte.

Installation des magistrats du Pôle Social (8 personnes) en partie centrale.
Dépose cloison des bureaux (n°2.31 de 8 m² et n°2.32 de 9 m²) pour création d'un bureau magistrat coordonnateur.
Travaux à prévoir de décroisonnement/recloisonnement. Modification de la configuration souhaitée. Sas à revoir. Déplacement du contrôle d'accès.
Demande de 2 bureaux individuels.

Implantation du Pôle Civil sur les 2 niveaux R+1 et R+2

Service à installer : Effectif de 37 personnes actuellement au 5^e étage de l'ancien palais.
Installation en partie centrale du R+1 de 22 personnes
(8 magistrats, 1 directeur de greffe, 13 agents du greffe civil)
Travaux de câblage et aménagement à prévoir.
Aménagement en bureaux de la salle de formation (n°1.34)
Déplacement de la salle de réunion (du n°1.35 vers le n°1.33).

Installation au R+2 de 16 personnes :
Aile Sud : 11 personnes (Coordonnateur, magistrat, greffe) + 5 personnes.
Compris JEX : 5 personnes (2 magistrats, 2 agents, 1 Directeur des services de greffe judiciaire)

Création d'une nouvelle salle d'audience

Localisation prévue dans l'Aile Nord du R+1, de surface 120 m² pouvant accueillir 100 personnes
Il n'est pas prévu de salle de délibération spécifique.
2 accès distincts sont à prévoir.
Espace d'attente commun avec le service nationalité.

Autres besoins exprimés :

Au R+2 : Création d'un local fourniture (Travaux à prévoir de décroisonnement, réaménagement) en lieu et place des locaux réserve et bureau (n°2.71 et n°2.47)

Au R+2 : Ancien Accueil (n°2.09) donnant sur circulation, suppression d'une banque d'accueil et aménagement en salle des conseillers.

Au R+2 (bureau n°2.71) : Création d'un espace de travail pour l'équipe d'attachés/JA/AJ autour du magistrat.

Au R+1 : Création d'un bureau + box d'accueil pour le service nationalité au niveau de l'espace n°1.02.

Déplacement du contrôle d'accès en circulation du R+2 au niveau du local serveur (n°2.29)

Couverture Wifi insuffisante dans les ailes, à compléter.

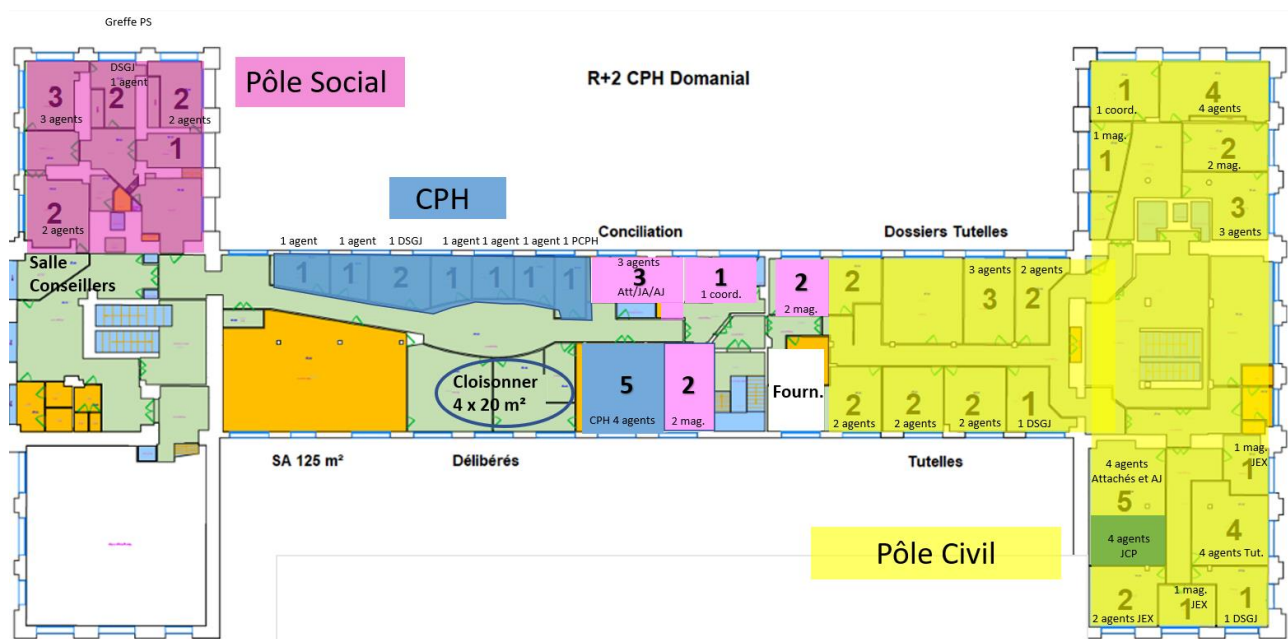
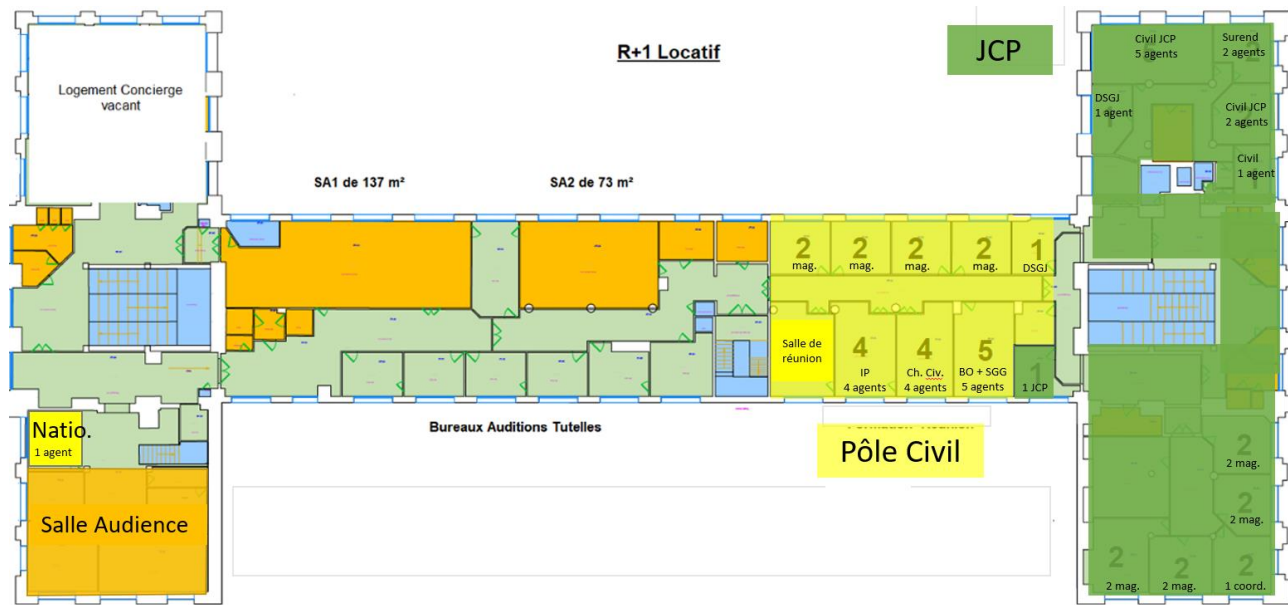
Signalétique et affichage directionnel à prévoir. Très lisible pour PMR.

La pose de stores est demandée en raison des températures élevées en période estivale dans les locaux (2.44 – 2.45 - 2.42 – 2.43 – 2.30-2.34), film de protection solaire à étudier.

Création d'un point d'eau en salle 1.19 attenante à la salle d'audience 1.18 (cabinet médical, audience Pôle Social)

Ce programme de travaux est hors déménagements et mobiliers à l'exception de celui de la salle d'audience à créer.

Les plans suivants indiquent la répartition et le positionnement envisagé des services :



3 Spécifications techniques

Nota : Pour les spécificités par zones, l'organisation spatiale et fonctionnelle de chaque espace ainsi que les spécificités techniques et fonctionnelles par espaces (surfaces attendues, exigences, caractéristiques, etc...) on pourra se référer au **Guide de Programmation** édité par l'APIJ (joint au présent programme).

Les attendus pour les équipements techniques spécifiques (infrastructure de câblage, téléphonie, mobilier, vidéoprotection, signalétique, etc...) sont repris dans le **Programme technique** édité par l'APIJ (joint au présent programme).

4 Budget de l'opération

L'enveloppe travaux consacré à cette opération par le maître d'ouvrage est de **600 k€ HT** (valeur Novembre 2025)

5 Planning prévisionnel

Compte-tenu des forts enjeux pesant sur l'opération, le planning prévisionnel de la Maîtrise d'ouvrage est le suivant :

- Notification du marché de Moe fin 2025.
- Etudes de Moe et dépôt AT de janvier à mars 2026
- Notification des marchés de travaux en mai 2026
- Début de la période de préparation juin 2026
- Début travaux en juillet 2026 pour une réception fin décembre 2026

6 Annexes

Documents généraux du Ministère de la Justice :

- A – Guide de programmation des Palais de Justice,
- B - Guide de programmation technique,
- C – Référentiel VDI

Plans des existants :

- D – Plans des niveaux existants,

Eléments de programme :

- E – Programme général de l'opération
- F – PV de Commission de sécurité

Diagnostics :

- G – DTA